14 ^e législature						
Question n° : 63496	de M. Jean-Claude Guibal (Union pour un Mouvement Populaire - Alpes-Maritimes)				Question écrite	
Ministère interrogé > Justice			Ministère attributaire > Justice			
Rubrique > professions judiciaires Tête et juridiques		Tête d'analyse >	ête d'analyse > notaires		Analyse > exercice de la profession. réforme	
Question publiée au	JO le : 02/09/2	014 page : 7292		•		

Texte de la question

M. Jean-Claude Guibal attire l'attention de Mme la garde des sceaux, ministre de la justice, sur la réforme des professions réglementées et notamment sur le devenir du notariat. La réflexion sur les professions réglementées suscite de vives inquiétudes chez les notaires qui exercent une fonction régalienne d'authentification des actes. En France, les actes notariés répondent à un enjeu de service public. Le notariat français permet d'assurer la sécurité optimale des actes majeurs de la vie des Français, des actes incontestables, aujourd'hui dématérialisés et conservés sur le long terme. Il serait d'une part hasardeux, au moment où notre pays traverse une grave crise, de remettre en cause une institution républicaine qui fonctionne. D'autre part, il serait coupable de risquer la transposition, en France, d'un système similaire à celui des anglo-saxons, exposant le citoyen à une croissance exponentielle des contentieux, ce qui ne manquera pas d'entraver le fonctionnement de la justice. Il lui demande de lui faire part de ses intentions quant à la préservation de la spécificité de la profession de notaire en sa mission d'officier public.